

Il va sans dire que nous sommes en excellents termes avec la république américaine, mais cela ne saurait remplacer un engagement formel de la part des Etats-Unis et du Canada en vue d'assurer leur défense mutuelle. Je m'oppose évidemment à l'envoi de troupes outre-mer au détriment de l'organisation de notre défense, mais je n'aurais aucune objection à ce qu'elles soient dépêchées aux Etats-Unis, étant donné que nous habitons le même continent, pas plus que la grande majorité du peuple américain n'hésiterait, le cas échéant, à nous défendre. J'appuie donc de tout cœur les remarques de mon distingué collègue, et je prie le premier ministre de nous dire s'il serait possible de prendre les mesures qui aboutiraient à la conclusion, par les Etats-Unis et le Canada, d'un pacte de défense mutuelle.

Le très hon. MACKENZIE KING: La question que m'a posée mon honorable ami comporte un double aspect. Le problème soulevé par l'honorable député de Leeds (M. Fulford), a trait à l'utilité qu'il y aurait pour le Canada de faire activement partie, en ce moment, de l'union panaméricaine. Ainsi que le sait mon très honorable ami, l'union panaméricaine est une association de républiques, et c'est sur ce terrain commun qu'elles se trouvent groupées à l'heure actuelle. Je mentionne le fait en passant. Par ailleurs, je m'en tiens à la déclaration que j'ai si souvent formulée, à savoir qu'il faut attendre en tout le moment opportun, et je ne puis concevoir que le moment actuel soit le plus opportun pour le Canada de devenir membre de cette union, étant donné que nous sommes en guerre avec l'Allemagne, et que les Etats-Unis, de même que les républiques sud-américaines, font acte de neutralité. J'estime qu'une telle démarche serait fort gênante, tant pour le Canada que pour les Etats-Unis et les républiques sud-américaines.

Autre raison: on ne nous a pas invités depuis assez longtemps à en faire partie. Je ne doute pas que si nous en manifestions le désir, on nous fournirait en temps opportun l'occasion de devenir membres de cette union, mais je n'hésite pas à dire qu'une telle situation serait très gênante, tant pour les Etats-Unis et les républiques sud-américaines que nous-mêmes, et créerait, le cas échéant, une fâcheuse impression dans certains pays. Sans doute y aurait-il de grands avantages à en retirer, mais j'ai raison de croire que nous pourrions toujours nous en prévaloir, une fois le conflit terminé.

Ce que j'estime encore plus important que notre adhésion à l'Union panaméricaine, est la représentation dont mon honorable vis-à-vis a parlé, il y a un instant, savoir le maintien de

légations dans certaines républiques sud-américaines, et peut-être l'établissement de consulats dans certains de ces pays. Quant à la question d'un pacte de défense mutuelle entre les Etats-Unis et le Canada, c'est là un sujet de vaste portée. Je me bornerai à dire, pour le moment, que le Canada est en guerre; que les Etats-Unis sont un pays neutre où l'on tiendra bientôt, ainsi que nous le savons, des élections à la présidence; et que toute déclaration formulée ici au sujet des relations entre un pays en guerre et un pays neutre peut, tout en ayant pour nous une certaine signification être interprétée d'une douzaine de façons différentes par ceux qui tiennent à donner un sens particulier à certains des actes d'un autre pays. C'est pourquoi j'estime qu'il est préférable à l'heure actuelle, de ne pas discuter publiquement l'opportunité des traités de ce genre, même si l'on croit fermement qu'il serait sage d'y avoir recours.

Je veux profiter de l'occasion pour appeler l'attention du comité sur la nature des difficultés que peuvent susciter certaines questions auxquelles on cherche à donner une réponse. Les honorables députés se souviendront qu'il y a un jour ou deux l'honorable représentant de Rosetown-Biggar (M. Coldwell), m'a demandé si le Canada avait cessé d'armer le Japon contre la Grande-Bretagne. Ce sont là ses paroles exactes. Sa question m'a quelque peu étonné sur le moment, mais il fallait y répondre et j'ai donné à entendre que le Gouvernement faisait tout en son pouvoir pour empêcher l'exportation au Japon—et en d'autres pays, aurais-je pu ajouter—de matériel jugé essentiel à la guerre. Or, les journaux de l'après-midi portaient l'en-tête suivante:

Nie que le Canada soit en train d'armer le Japon contre la Grande-Bretagne. Le premier ministre déclare que le Gouvernement cherche à empêcher toute exportation d'armements.

Suivait l'entrefilet donnant lieu à l'en-tête. Voici sur quoi je désire appeler l'attention des honorables membres: Cette déclaration a, au Canada, un certain sens; cependant, elle est câblée dans toutes les parties du monde, et je dois me demander quel effet cette question et cette réponse pourront avoir dans le Royaume-Uni, étant donné la difficulté de ses relations en Orient. Quel effet auront-ils au Japon, où à l'heure actuelle, ainsi que nous le savons, plusieurs personnes critiquent fortement les relations commerciales et politiques de ce pays avec d'autres parties du monde. Mais je me demande tout d'abord quelles suites pourront avoir cette question et cette réponse lorsqu'on aura irradié par toute l'Allemagne que le premier ministre du Canada s'est vu obligé de nier que son pays armait le Japon contre la Grande-Bretagne?